

Systemes

économiques

Descriptif général

Le Québec : une économie moderne et diversifiée

La France : vers une économie d'innovation

Les grands secteurs

L'industrie énergétique

L'agriculture

L'industrie

Les services

La recherche et le développement

Le rôle des PME et de l'entrepreneuriat

Le commerce extérieur

Le commerce québécois

Le commerce français

Le commerce franco-québécois

Descriptif général

La France et le Québec font partie des pays les plus développés et les plus industrialisés au monde. La France est la 4^e puissance économique mondiale et le Québec se retrouve au 19^e rang du classement de l'*Organisation de coopération et de développement économique* (OCDE).

Les deux sociétés disposent d'une économie diversifiée, technologiquement avancée, tournée vers l'extérieur et régie par les règles de la concurrence et de la libre entreprise. Elles ont également comme particularité commune de prôner la recherche d'un équilibre entre développement économique et progrès social.

	France	Québec
Produit intérieur brut (PIB)	1 648,4 milliards d'€ (environ 2 400 milliards de \$)	270 milliards de \$ (environ 185 milliards d'€)
PIB par habitant (selon le revenu)	23 055 € (environ 33 660 \$)	33 856 \$ * (environ 23 189 €)
Taux de croissance du PIB	2,3 %	2,2 %
Part du secteur primaire dans le PIB	2,7 % *	2,7 %
Part du secteur industriel dans le PIB	24,4 % *	26,6 %
Part des services dans le PIB	72,9 % *	70,7 %
Dette publique en % du PIB	65,6 %	44,0 %
Dépenses en R&D en % du PIB	2,2 % *	2,67 % **
Importations en % du PIB	25,7 % (424 milliards d'€)	32,9 % (88 milliards de \$)
Exportations en % du PIB	25,9 % (428 milliards d'€)	53 % (141 milliards de \$)

Sources :

INSEE, *La France en bref*, édition 2005 - *Chambre de commerce France-Canada*, *Profil économique et financier du Québec 2005* - Bureau de la statistique Québec - FMI - OCDE - Ministère des finances France et Québec. Les chiffres sont donnés pour l'année 2004.

* : chiffres pour l'année 2003 ** : chiffres pour l'année 2002

Le Québec : une économie moderne et diversifiée

Les enjeux économiques du Québec ne diffèrent pas de ceux des autres pays de l'hémisphère nord : le contexte de mondialisation et l'émergence des concurrents asiatiques figurent au premier plan des préoccupations des leaders.

Le Québec cherche d'une part, à redresser sa courbe démographique pour éviter la pénurie de main-d'œuvre et il mise sur l'économie du savoir pour continuer à prospérer, d'autre part. Par ailleurs, l'économie québécoise est marquée par la volonté du gouvernement de limiter les dépenses publiques et par la mise en pratique d'une gestion au résultat depuis de nombreuses années.

La stratégie gouvernementale de développement économique, intitulée *L'Avantage québécois*, s'appuie sur les principes suivants : un environnement économique favorable à l'investissement, des PME au cœur du développement, une économie tournée vers l'exportation, des ressources énergétiques abondantes et renouvelables ainsi que des régions dynamiques et innovantes.

L'économie québécoise est moderne et diversifiée. Elle offre de multiples occasions d'affaires, un fort potentiel de mise en valeur des ressources naturelles, de l'énergie à un prix concurrentiel, des coûts d'implantation et d'exploitation des entreprises parmi les plus bas des pays industrialisés et des disponibilités importantes en capital risque. La présence de plus de 1 200 entreprises de propriété étrangère offre également des avantages importants.

Pour répondre aux nouvelles réalités économiques, le gouvernement a entrepris d'adapter les mandats des sociétés d'État, d'alléger le fardeau fiscal des particuliers, de repenser la fiscalité des entreprises et de simplifier les programmes d'aide aux entreprises afin de stimuler l'investissement et encourager l'innovation. L'État met aussi l'accent sur la réorientation des secteurs tels que ceux du textile, de l'habillement, du meuble et des produits forestiers vers des créneaux plus ciblés.

Le Québec est connu pour la richesse de ses ressources naturelles, mais a également développé une économie moderne, tournée vers les technologies de pointe et la recherche et développement. L'économie québécoise compte aussi un secteur des services développé, notamment dans les domaines des finances, des assurances, des affaires immobilières, de l'éducation, des services de soins de santé ainsi que des services commerciaux et des commerces.

L'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALENA), signé en 1994, ouvre au marché québécois des opportunités de croissance avec un marché de plus de 400 millions de consommateurs, dont 130 millions dans un rayon de 1 000 km autour de Montréal.

Bien que le Québec bénéficie d'une économie diversifiée, la principale caractéristique de son économie vient de sa dépendance envers les États-Unis. Près de 85 % de ses exportations internationales sont à destination de ce pays voisin alors que 53 % du PIB du Québec provient du commerce extérieur. Le Québec est le 6^e exportateur sur le marché américain, devant la Corée du Sud et le Royaume-Uni. Il est aussi un excellent client pour les États-Unis : il est le 4^e marché

d'exportation devant le Royaume-Uni, la Chine, l'Allemagne et la Corée du Sud.

Toute la question de la redistribution de la richesse a été au cœur de plusieurs des réformes entreprises au Québec dans les années 60 et 70 et, encore aujourd'hui, elle continue à faire partie des priorités importantes pour le gouvernement.

Le Québec est, depuis une vingtaine d'années, un laboratoire de l'économie sociale et solidaire. Il existe en effet plus de 7 000 coopératives ou organismes à buts non lucratifs organisés en mouvements de citoyens et qui proposent un modèle de développement économique original fondé sur l'innovation sociale.

La France : vers une économie d'innovation

Au niveau supranational, l'économie française est encadrée par l'Union européenne qui fixe les règles communes (inflation, déficit public, etc.) et offre une ouverture sur un marché de près de 458 millions de consommateurs.

La multiplication des échanges bilatéraux au sein de l'UE permet à la France de

conserver une certaine indépendance vis-à-vis des économies des autres pays.

Au niveau national, ces dernières années ont été l'occasion de libéraliser l'économie dans le cadre de la mondialisation. L'État français a tout de même conservé sous son contrôle certaines entreprises dont les 27 plus grandes enregistrent des performances économiques proches de celles du CAC 40 (les 40 meilleures cotations à la Bourse de Paris).

Afin de stimuler la croissance, sont mises en place des mesures visant à augmenter le taux d'activité, à attirer les étudiants, chercheurs et scientifiques étrangers, à soutenir les entreprises dans leur développement (notamment les PME), à relancer les « grands projets » pour stimuler l'emploi.

Le gouvernement a également constaté que le manque de compétitivité de la France tiendrait plus à son mauvais positionnement dans le domaine de l'innovation qu'à la fiscalité ou aux coûts de production.

Afin d'accompagner le développement économique par l'innovation et dynamiser le secteur industriel, le gouvernement a mis en place des *pôles de compétitivité* définis

••• L'Agence de l'innovation industrielle

L'Agence de l'innovation industrielle (All) a été créée en 2005 afin, selon Jacques Chirac, « d'orienter (l'économie française) vers des secteurs à haute intensité technologique, ceux qui seront à l'origine des emplois de demain ». Dotée d'un budget de 2 milliards d'euros sur 2 ans, l'All, placée sous la tutelle du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, vise « à dynamiser les capacités industrielles et le potentiel technologique français ». L'All participera notamment à l'encadrement des *pôles de compétitivité*, au financement de programmes industriels et aidera les entreprises à « faciliter la prise de risques » en apportant un soutien « ciblé » aux activités de recherche et développement dans le cadre de « programmes mobilisateurs d'innovation industrielle ».

par la *Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale* (DATAR) comme : « La combinaison sur un espace géographique donné d'entreprises, de centres de formation et d'unités de recherche publiques et privées, engagés dans une démarche partenariale destinée à dégager des synergies autour de projets communs au caractère innovant ».

Ainsi, 67 pôles ont été approuvés par la DATAR, dont 9 ayant une vocation internationale (dans les domaines de la virologie, de l'infectiologie, des logiciels et systèmes informatiques de pointe et des nanotechnologies).

Cette stratégie s'inscrit également dans un cadre européen, conformément à l'objectif fixé au Sommet de Lisbonne en 2000 de faire de l'Europe « la 1^{re} région du monde pour sa compétitivité et son économie ».

Les grands secteurs

L'industrie énergétique

Le Québec est...

- 3^e producteur d'hydroélectricité au monde
- 10^e producteur minier au monde
- 2^e producteur mondial de niobium
- 2^e producteur mondial de magnésium
- 4^e producteur mondial d'aluminium
- 2^e producteur mondial de papier journal

Vaste territoire de 1 667 441 km², le Québec abonde en ressources naturelles. Les forêts couvrent plus de la moitié du territoire,

soit une superficie supérieure à celle du territoire français total.

Si l'industrie du bois et des pâtes et papiers occupe encore une place importante dans l'économie québécoise, le gouvernement a récemment pris des mesures visant à protéger davantage ce patrimoine vert qui n'a pas de prix. La *Loi sur les forêts* fixe désormais les conditions générales d'aménagement et de protection du milieu forestier (faune, flore, cours d'eau). Cette loi traduit la volonté du gouvernement de réduire de 20 % l'exploitation forestière suite aux recommandations de la commission Coulombe sur la gestion de la forêt publique. Cette réduction aura un impact économique important, surtout en région, et se traduira par une diminution à court terme des niveaux de récolte de bois attribués aux entreprises forestières et par conséquent, par une perte d'emploi massive.

Il est aussi important de souligner la participation autochtone dans la gestion des forêts, dont l'élément clé réside dans la prise en compte et l'intégration des connaissances traditionnelles sur les forêts et les ressources.

Les richesses minières du Québec sont également considérables et les possibilités futures le sont encore davantage car seul 40 % du sous-sol québécois est actuellement connu. Une trentaine de substances sont exploitées, dont les principales sont l'or, le fer, le titane, l'amiante, le zinc, le cuivre et l'argent. La découverte récente de diamants a redonné un souffle nouveau aux activités d'exploration au Québec. De l'extraction à la fabrication de bijoux, le potentiel économique de toutes les étapes de la chaîne de production et de distribution du diamant est prometteur.

Le Québec a su profiter de son immense bassin hydrographique pour développer un important réseau hydroélectrique générateur de grands travaux (méga-projets de la Baie James), qui satisfait en grande partie ses besoins en électricité et crée même des surplus pour l'exportation (le Québec fournit près d'un tiers de l'électricité du Canada). 96 % de l'électricité produite au Québec est d'origine hydroélectrique. Ce bien essentiel pour un climat extrêmement froid est fourni au plus bas coût en Amérique du Nord.

Le Québec importe cependant la majorité des autres sources d'énergie de l'Ouest canadien (hydrocarbures et gaz naturel). Le Canada est le 2^e pays mondial en terme de réserves d'hydrocarbures.



Le barrage Manic 5 au Québec.

Afin de préserver ses richesses énergétiques, le gouvernement québécois s'est engagé explicitement en faveur de l'efficacité énergétique avec une nouvelle politique baptisée *L'énergie au service du Québec*, visant à favoriser l'usage de la technologie économe (thermostat, isolation thermique, etc.).

L'hydro-électricité fait place maintenant à une énergie propre, durable et complémentaire, l'énergie éolienne, qui s'inscrit dans une démarche globale de mise en valeur des énergies renouvelables (notamment dans le cadre du Protocole de Kyoto). Le potentiel éolien du Québec est estimé à 3,9 millions de mégawatts et est localisé pour l'essentiel, soit à plus de 85 %, dans la région du Nord-du-Québec. Le Québec, avec l'Alberta, fait partie des chefs de file au Canada. Depuis 2002, le gouvernement veut favoriser le développement d'une expertise québécoise de l'énergie éolienne qui pourrait éventuellement dépasser les frontières du Québec et du Canada. Par ailleurs, l'engagement du gouvernement en cette matière a pour objectif de développer les régions du Québec par l'implantation d'une industrie verte et durable. Hydro-Québec figure au premier rang des acheteurs de cette nouvelle source d'énergie.

• • • *Alcan, le géant de l'aluminium*

Alcan Inc., dont le siège social est à Montréal, représente la seconde société mondiale d'aluminium. Son activité se divise en 4 branches : extraction de bauxite et d'aluminium, métal primaire, produits usinés et emballages. En 1999, *Alcan* fait une tentative de fusion avec *Algroup* (*Aluisse Lonza Group*), entreprise suisse, et *Pechiney*, symbole industriel français. Bloqué par la Commission européenne par crainte d'une situation de monopole, *Alcan* prendra le contrôle d'*Algroup* l'année suivante, avant de faire la même chose en 2003 avec *Pechiney* lors d'une OPA hostile. Aujourd'hui, *Alcan* représente un chiffre d'affaires de 23,6 milliards de \$ et emploie 73 000 personnes à travers le monde.

Plus de renseignements : www.alcan.com

En France, les sols boisés occupent environ 16,3 millions d'hectares, soit 30 % du territoire national. Richesse biologique et paysagère, la forêt française permet aussi une récolte annuelle de 52 millions de mètres cubes de bois. Elle participe au développement rural en approvisionnant en matières premières plusieurs branches d'activités qui fournissent de nombreux emplois. Enfin, elle contribue à la lutte contre le changement climatique en stockant le carbone atmosphérique.

La France a exploité et pratiquement épuisé la majorité de ses ressources minières. L'extraction du charbon et du fer, autrefois importante, ne représente plus qu'une part très marginale de l'économie française. Les sols sont cependant riches en matériaux de construction (sable, gravier, calcaire) et en matières premières (kaolin, talc, soufre, sel, potasse). Par ailleurs, les territoires français d'outre-mer restent une source abondante de ressources minières.

La France couvre près de la moitié de ses besoins énergétiques. L'électricité nucléaire représente 78 % de la production électrique totale (10 % est assurée par des centrales thermiques classiques et 12 % par des centrales hydroélectriques). Avec ses 395 unités de production, la France

possède aujourd'hui le second équipement nucléaire au monde derrière les États-Unis. Elle est en revanche très dépendante des hydrocarbures et du gaz naturel, dont elle importe près de 95 % de sa consommation.

La France est...

2^e producteur mondial d'électricité nucléaire
1^{er} producteur européen d'énergie renouvelable

Pour pallier cette dépendance, le gouvernement a instauré un programme de développement des énergies renouvelables qui fait désormais partie intégrante de la politique énergétique française. Ces énergies représentent aujourd'hui près de 20 % de la production et couvrent près de 12 % des besoins nationaux en énergie. La France est notamment spécialisée dans l'énergie solaire photovoltaïque et thermique.

L'agriculture

Au Québec, la politique agricole des années 70 a bouleversé le mode de vie rural traditionnel. Les programmes d'aide sélectifs visaient essentiellement à moderniser les

••• Hydro-Québec

Créée en 1944, *Hydro-Québec* est une société d'État contrôlée à 100 % par le gouvernement du Québec. Elle produit, transporte et distribue de l'électricité en Amérique du Nord (*Hydro-Québec* fournit de l'électricité à plus de 3,7 millions de foyers au Québec). Son réseau est composé de 83 centrales au Québec, d'une puissance installée de 37 909 MW et de 32 000 km de réseau de transport d'électricité. La fiabilité du réseau *Hydro-Québec*, adapté aux conditions climatiques extrêmes, et son expertise dans le domaine de la production hydroélectrique et du transport à haute tension sont reconnues mondialement.

Plus de renseignements : www.hydroquebec.com

fermes dans les secteurs jugés les plus productifs, tels que la production laitière (qui reste encore aujourd'hui l'activité agricole dominante) et l'élevage. Ces programmes ont permis d'accroître la superficie des fermes, de moderniser les équipements et de spécialiser la production agricole.

Le Québec est...

- 1^{er} producteur mondial de sirop d'érable
- 3^e producteur mondial de bleuets sauvages
- 4^e producteur mondial de canneberges

En revanche, l'agriculture ne représente plus aujourd'hui que 2 % de la population active totale. Les exigences de l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC) et celles de l'ALENA remettent en cause, quand ils ne les annulent pas, les quotas de production et les plans nationaux de mise en marché de certains produits. Toutefois, depuis quelques années, il y a chez les Québécois un intérêt marqué pour leurs produits régionaux

(fromages et cidres de glace qui récoltent les honneurs dans les concours internationaux). Sans doute faut-il y voir une heureuse influence de la France qui a toujours valorisé ses produits du terroir.

De l'exploitation des ressources jusqu'aux consommateurs, l'ensemble de l'industrie agroalimentaire représente une des pierres d'assises de l'économie de la province avec 12 % des emplois et 8 % du PIB. Les exportations agroalimentaires vont principalement vers les États-Unis (72,6 % en 2003), le Japon (9 %) et l'Union européenne (7 %). Les produits exportés les plus en demande sont la viande de porc, les dérivés du cacao (chocolat), les produits laitiers, les boissons, les fruits et légumes, les produits marins et les produits céréaliers.

Sur le plan des emplois, la transformation alimentaire devance les industries manufacturières des produits chimiques, du matériel de transport, du papier, des produits électriques et électroniques. Fait important au Québec, la présence de cette industrie sur

••• *Total-Fina-Elf, le défi de l'énergie renouvelable*

Le groupe *Total-Fina-Elf* est un groupe énergétique et chimique français. Le groupe *Total*, créé dans les années 20, fusionne en 1999 avec la société pétrolière belge *Petrofina* pour donner naissance à *Totalfina*, puis, un an plus tard, le nouveau groupement fusionne avec *Elf-Aquitaine* pour former *Total-Fina-Elf*. Quatrième groupe pétrolier et gazier mondial, présent sur les cinq continents, ses activités s'exercent dans plus de 130 pays et couvrent toute la chaîne de l'industrie pétrolière : exploration, production de pétrole et de gaz, aval gazier, raffinage et distribution, trading et transport maritime. Le groupe est également un acteur majeur de la chimie et se tourne vers l'avenir énergétique par son engagement dans le développement des énergies renouvelables (éolien et solaire photovoltaïque). *Total-Fina-Elf* produit 2,59 millions de barils de pétrole par jour en 2004 et possède des réserves prouvées de 11,1 milliards de barils. Aujourd'hui, le groupe enregistre un chiffre d'affaires de 122 milliards d'euros et compte plus de 111 000 collaborateurs.

tout le territoire contribue au développement et à la pérennité des régions.



Les plaines céréalières.

À l'instar de l'Europe, des États-Unis et du reste du Canada, le Québec connaît une situation préoccupante en ce qui a trait à l'établissement et au retrait de l'agriculture. Entre 1950 et 2002, le nombre de fermes est passé au Québec de 140 000 à 32 000. Les agriculteurs font face à la baisse

démographique et au manque de relève, à la concentration accélérée des entreprises, à la dévitalisation progressive du milieu rural, à la croissance de l'agriculture à temps partiel et à l'accroissement de la valeur des actifs et de l'endettement. Parmi ces menaces, il y a toute la question de la libéralisation des échanges commerciaux qui affectent particulièrement les producteurs laitiers et avicoles.



Des équipements modernes pour intensifier les rendements.

••• Les Labels

Depuis plusieurs années, l'Union européenne a mis en place un système de labellisation des produits agricoles dans le but de valoriser les savoir-faire locaux et de protéger l'industrie agricole d'éventuelles délocalisations. Ce système de labels a été reconnu par l'*Organisation mondiale du commerce* et permet aujourd'hui à d'autres régions du monde de faire valoir leurs productions locales. En France, quatre grands labels de qualité existent : l'*Appellation d'origine contrôlée* (AOC), qui garantit que le produit a été fabriqué selon des méthodes artisanales et dans un espace géographique précis, le *Label Rouge*, qui impose un cahier des charges très strict aux agriculteurs désirant l'obtenir, le *Label AB*, garantissant des produits issus de l'agriculture biologique (sans produits chimiques de synthèse), et enfin l'*Atout certifié qualité* ou *Critère qualité certifié* (ACQ/CQC), un label européen.



Le Québec fait figure de pionnier sur la scène canadienne et nord-américaine. Depuis 1996, la province s'est dotée d'une loi permettant la réservation d'appellations d'origines, de spécificités, ou biologiques, des produits agricoles et agroalimentaires. Calquée sur le modèle européen, cette loi sert tout d'abord d'outil de développement territorial dans un Québec où les zones rurales se vident. Ensuite, elle se veut être un outil de promotion et de protection des savoir-faire et traditions québécoises en Amérique du Nord. Créé en 1998, le *Conseil des appellations agroalimentaires du Québec* (CAAQ) est la seule autorité compétente provinciale qui soit responsable de la gestion et de la protection des appellations réservées au Québec. À ce jour, seule l'*Appellation biologique* est en vigueur.

En savoir plus...

L'OFQ contribue au dynamisme des zones rurales

L'OFQ soutient les jeunes entrepreneurs

Spécialisée dans la transformation et la mise en marché de fromages à pâte affinée au lait de brebis, l'entreprise *Les Bergeries du Fjord du Saguenay-Lac-Saint-Jean* a bénéficié du soutien de l'*Office franco-québécois pour la jeunesse* (OFQJ) lors des différentes phases de développement de son activité. Martin Gilbert et sa conjointe Josée Gauthier ont pu réaliser plusieurs missions en France pour acquérir les compétences et les connaissances nécessaires à la mise en œuvre de leur entreprise. Comme le disait Martin lors d'une entrevue avec un représentant de la presse locale concernant son séjour en France : « Nous voulons être les meilleurs et pour ce faire, nous devons nous inspirer des meilleurs ». C'est dans la phase de pré-démarrage de son entreprise que le couple a réalisé une première mission d'un mois soutenu par l'OFQJ pour acquérir l'expertise nécessaire au développement et à la mise en marché d'un fromage à pâte molle à croûte fleurie : le *Blanche du Fjord*. Quelques années plus tard, dans la phase de consolidation de son entreprise, Martin a gagné le prix OFQJ remis dans le cadre du *Concours québécois en entrepreneuriat*. Cette seconde mission lui a permis d'acquérir l'expertise nécessaire au lancement d'un second fromage. Actuellement, Martin et Josée veulent implanter une unité de production pour transformer le fromage dans leur région. Ils comptent mettre en marché un troisième fromage et créer de nouveaux emplois...

Familles rurales

Familles Rurales est un mouvement familial créé en 1943. Née de la volonté des familles de s'entraider au lendemain de la 2^e Guerre mondiale, l'association se développe pour répondre aux difficultés liées aux conditions difficiles d'après-guerre. La solidarité entre la ville et la campagne s'organise, se traduisant par des colis de nourriture aux citadins et l'accueil des enfants pour des séjours plus ou moins longs. Aujourd'hui, l'association porte ses échanges sur des débats d'actualités (expériences dans l'animation des jeunes ruraux, problématique de l'engagement des jeunes dans la vie locale en milieu rural, entre autres). L'*Office franco-québécois pour la jeunesse* soutient les projets d'échanges de l'association en aidant à l'organisation de séjours pour des jeunes Français et Québécois impliqués dans la vie associative de leur communauté.

Plus de renseignements : www.famillesrurales.org

En France, le climat tempéré, la fertilité des sols et la longue tradition agricole du pays font de l'agriculture un secteur dynamique.

La France est...

- 1^{er} producteur et exportateur agricole de l'UE
- 1^{er} producteur mondial de betteraves à sucre
- 2^e producteur mondial de vins
- 5^e producteur mondial de céréales
- 5^e producteur mondial de produits laitiers

Les terres agricoles occupent près de 55 % du territoire. Les mouvements de concentration qui touchent surtout les petits exploitants, la compétitivité croissante, la dépendance des agriculteurs à l'égard de l'État et les contraintes de la *Politique agricole commune* de l'Europe (la PAC) ont entraîné une diminution des effectifs du secteur agricole français. Mais si ce secteur ne représente que 4 % des actifs, la France demeure cependant une grande puissance agricole qui assure à elle seule plus de 20 % de la production de l'Union européenne. Les recettes de l'agriculture se répartissent de manière

équilibrée entre les cultures végétales et l'élevage animal.

La France est également la première puissance agricole de l'Union européenne et le second exportateur mondial de produits agroalimentaires derrière les États-Unis. L'excédent de ses échanges extérieurs s'élève à 1,8 milliards d'euros en 2003.

L'agriculture a connu depuis trois décennies une modernisation remarquable qui a permis des gains spectaculaires de productivité grâce à des rendements en très forte progression.



Un vignoble en France.

En revanche la pêche française connaît des difficultés. Aujourd'hui, l'agriculture

• • • La politique agricole commune de l'Europe

La *Politique agricole commune* (PAC) est née il y a 50 ans, au lendemain de la 2^e Guerre mondiale. Après plusieurs décennies de restrictions alimentaires, la PAC est créée pour subventionner la production de denrées alimentaires de base et atteindre l'autosuffisance. La PAC a été la première politique commune européenne et l'un des piliers fondateurs de la construction européenne. Il s'agit également de la politique pour laquelle la France a consenti les plus importants transferts de souveraineté. La PAC a permis de transformer l'agriculture européenne et française et a connu de grands succès. Aujourd'hui, elle doit s'adapter au contexte mondial. En effet, l'autosuffisance atteinte, la *Politique agricole commune* a désormais pour objectif d'assurer aux agriculteurs un niveau de vie raisonnable et de fournir aux consommateurs des denrées alimentaires de qualité à des prix équitables. La sûreté alimentaire, la préservation de l'environnement rural et une utilisation rationnelle des subventions publiques sont également au centre des priorités.

française, l'une des plus modernes et des plus performantes de la planète, est parfaitement intégrée aux circuits commerciaux nationaux et mondiaux. Elle n'est qu'un maillon central dans le puissant système agro-industriel qu'est la filière agricole.



L'agriculture, un secteur vital.

L'industrie

► Les fers de lance de l'industrie québécoise

Le Québec est au ...

3^e rang pour les biotechnologies en Amérique

6^e rang mondial pour la fabrication d'avions, d'hélicoptères, de satellites et de leurs composants

5^e rang pour la part du PIB accordée à la R&D parmi les pays de l'OCDE

L'industrie québécoise connaît une profonde mutation. Centrée autrefois sur l'exploitation et la transformation première de ses ressources naturelles (bois et métaux légers notamment), elle s'oriente actuellement vers une économie à valeur ajoutée, tournée vers

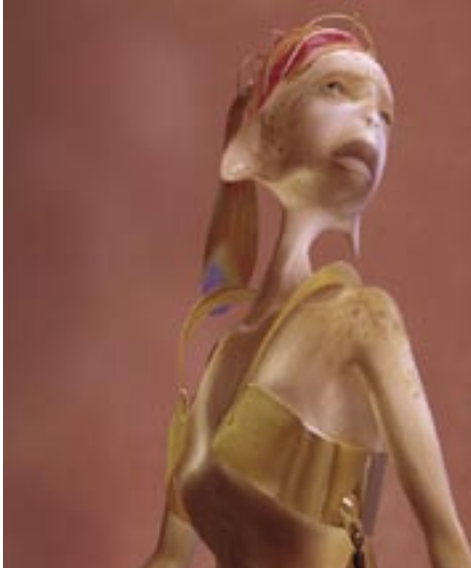
les technologies de pointe et la recherche et développement. La ville de Montréal se classe d'ailleurs au 4^e rang en Amérique du Nord pour le nombre d'emplois par habitant dans les secteurs de la haute technologie.

L'aérospatiale et l'aéronautique

Le Québec accueille des géants mondiaux tels que *Bombardier aérospatiale*, *Bell Helicopter Textron*, *Pratt and Whitney*, *CAE* ou encore *Thales Avionics* (constructeur des robots *Spirit* et *Opportunity* envoyés sur Mars pour le compte de la NASA). L'Agence spatiale canadienne a son siège social au Québec. Elle développe notamment des bras articulés (*Canadarm*) pour les navettes spatiales et la *Station spatiale internationale*. Près de 60 % de l'industrie aérospatiale du Canada se concentre au Québec et 80 % de la production dans ce domaine est destinée à l'exportation.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC)

L'imagerie numérique et les jeux vidéos constituent un secteur-clé au Québec, qui est le berceau des pionnières *Softimage* et *Autodesk Media and Entertainment (Discreet)*, et une terre d'accueil des plus grands éditeurs mondiaux tels qu'*Ubisoft* ou *Electronic Arts*. En terme de services informatiques et logiciels, plusieurs géants mondiaux sont installés au Québec (*SAP*, *Ericsson*, *Motorola*) et les entreprises québécoises enregistrent également de belles performances (*CGI*, *DMR conseil (Fujitsu)*, *LGS-IBM*). La microélectronique est particulièrement bien développée et représente 60 % du chiffre d'affaires des TIC. 70 % de la production des TIC est exportée.



Personnage virtuel créé par la société Softimage

C'est le secteur des télécommunications qui réalise la plus belle performance sur le plan des exportations, soit 50 % de l'ensemble de l'industrie des technologies de l'information et des télécommunications au Québec. Les domaines de l'optique, de la photonique et du laser occupent une place prépondérante grâce à la recherche et au développement de haut calibre dans la province.

Le tourisme

Le tourisme est un pilier de l'économie québécoise. Le Québec a accueilli en 2004

près de 28,3 millions de touristes (étrangers et Canadiens) qui ont engendré un chiffre d'affaires de 7,2 milliards de \$. Québec, grâce à sa vieille ville classée au patrimoine de l'UNESCO, est devenue la 16^e ville la plus visitée au monde. Les attractions majeures de la province sont les festivals de Montréal, le cachet européen de la ville de Québec et les grands espaces naturels. En 2000, trois Français sur quatre ayant visité le Canada se sont rendus au Québec. Ils constituent la deuxième clientèle internationale, loin derrière les Américains. La clientèle touristique française représente le plus grand marché européen du Québec et se distingue par ses déplacements en grand nombre dans les régions, à l'extérieur des centres urbains de Montréal ou de Québec.



Le château Frontenac à Québec, un des lieux les plus visités du Québec.

••• Ubisoft

Ubisoft est un éditeur et développeur de jeux vidéo français dont l'américain *Electronic Arts* est devenu le premier actionnaire en décembre 2004. Le groupe est très présent au Québec où il a établi son plus grand studio qui emploie près de 1 000 personnes. Aujourd'hui, *Ubisoft* emploie 3 000 personnes dans le monde. C'est le 3^e éditeur européen et la 2^e force de production interne de jeux vidéo dans le monde. Parmi ses best-sellers, on trouve *Rayman*, *Myst*, ou encore *Brothers in Arms*.

Plus de renseignements : www.ubisoft.fr ou www.ubi.com

Les biotechnologies et l'industrie pharmaceutique

Les plus grandes firmes pharmaceutiques au monde sont implantées au Québec, haut lieu de l'investissement en R&D, parmi lesquelles *Pfizer, Aventis, Novartis Pharma, Bristol-Myers-Squibb, Merck Frosst, Astra-Zeneca* ou encore *Algorithms Pharma*. Le Québec accueille également 6 des 7 centres de recherche d'entreprises pharmaceutiques multinationales présentes au Canada et absorbe près de 50 % des investissements pharmaceutiques canadiens.

► Les secteurs industriels d'excellence français

La France est...

- 1^{er} exportateur de produits agroalimentaires en Europe
- 1^{re} destination touristique au monde
- 3^e exportateur mondial de produits chimiques
- 4^e exportateur mondial d'automobiles
- 5^e exportateur mondial en armement

En France, le secteur industriel s'est fortement transformé entre les années 50 et les années 90, où l'on est passé d'une

industrie minière et textile à une économie plus innovante.

L'agroalimentaire

C'est le premier secteur industriel en France en termes de chiffre d'affaires, et la balance commerciale dans ce domaine est toujours excédentaire. Les leaders, *Danone, Eridania Beghin-Say* et *Nestlé France*, commercialisent leurs produits dans de nombreux pays.

L'automobile

La France, qui produit près de 5,7 millions d'unités par an, a une réelle expertise dans le secteur automobile. 21,5 % des voitures produites en Europe le sont en France. Les principaux constructeurs français, *PSA Peugeot-Citroën* et *Renault-Nissan*, recentrent de plus en plus leurs activités sur la conception et l'assemblage. L'innovation, qu'elle touche la technique, le design ou le marketing, est prépondérante. En 2005, Renault-Nissan a lancé la Logan, 1^{re} voiture à 5 000 €, vendue dans les pays de l'Est.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC)

La France est le pays qui enregistre la deuxième plus forte croissance du taux

••• *Transat A.T. inc.*

Transat A.T. inc. est une société intégrée qui se spécialise dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en France. *Transat* est également active dans le transport aérien avec Air Transat et les services à valeur ajoutée offerts à destination. La distribution est assurée par des réseaux d'agences de voyages dont Look Voyages acquis en 1996. Considérée comme un chef de file au Canada, *Transat* a acquis une notoriété dans l'industrie du voyage vacances en Amérique du Nord et en Europe.

Plus de renseignements : www.transat.com

d'équipement des foyers en haut débit en 2004 (+ 94 %), derrière l'Italie. Elle se place désormais au 3^e rang du classement européen en matière de taux d'équipement haut débit et a rattrapé, en même temps que le prix de l'ADSL a fondu, son retard sur ses voisins anglais et allemands. La barre symbolique des 50 % de foyers internautes connectés en haut débit a été franchie à la fin 2004.

L'industrie pharmaceutique et chimique

La France possède une industrie pharmaceutique, et surtout chimique, florissante, avec des géants tels que *Sanofi-Synthélabo*, *Pierre Fabre* ou *Aventis*. L'industrie chimique française est présente en tant que producteur sur tous les segments de la chimie, de la chimie de base aux médicaments, en passant par les cosmétiques et les matières plastiques.

Les transports

La France possède le réseau routier le plus dense au monde.

Dans le domaine des transports, elle est à l'origine de nombreuses performances : le

train à grande vitesse, ou TGV (record de vitesse mondiale avec 515 km/h),



Le train à grande vitesse (TGV).

les avions *Airbus* (A 380) ou encore l'eurotunnel, réalisé dans le cadre d'un consortium européen, et qui permet de relier la France à la Grande-Bretagne.



L'Airbus A380.

••• **Bombardier**

Bombardier, avec ses branches « transport » et « aéronautique », figure parmi les fleurons de l'aéronautique mondiale. Le groupe se lancera également dans la construction d'avions de 100 places avec une gamme d'appareils baptisée *CSéries* visant à concurrencer *Boeing* et *Airbus*. *Bombardier* vit depuis les années 40 une véritable succès story à la québécoise. Aujourd'hui, ce groupe multinational dégage un chiffre d'affaires de 15,8 milliards de \$ et emploie près de 65 000 personnes en 2004. Les activités aéronautiques et de transport sur rail sont toutes deux représentées en France avec des effectifs de plus de 2 000 personnes.

Plus de renseignements : www.bombardier.com

Le bâtiment et les travaux publics (BTP)

De grands groupes tels que *Bouygues construction* (leader européen), *Vinci* ou *Spie-Batignolles* tirent le secteur du BTP et mettent en place des technologies de plus en plus pointues permettant la réalisation de travaux d'envergure (Viaduc de Millau, Stade de France, etc.).



Le viaduc de Millau.

L'aéronautique et l'aérospatiale

La France est l'un des pays les plus performants dans ce domaine avec des projets nationaux (les satellites d'observation *SPOT* ou *Hélios*) ou supranationaux des plus innovants (*Arianespace*, programme des fusées *Ariane*). La France a aussi développé une industrie stratégique, l'armement, dont les leaders sont *GIAT*, *Dassault* ou encore *Aérospatiale Matra*.

L'Union européenne est, entre autres, à l'origine d'un projet ambitieux, *Galiléo*, programme de système de navigation par satellites qui proposera un système PRS (*Public Regulated Service*), comme les systèmes américain GPS (*Global Positioning System*) et russe Glonass (*Global Navigation*

Satellite System). Ce programme, cofinancé par l'Union européenne et l'Agence spatiale européenne (ESA), servira dès 2010 à de multiples applications et pourra, à l'image du système GPS, être utilisé dans de nombreux secteurs d'activité : transports aérien et routier, navigation maritime, agriculture, etc.



La fusée Ariane 5.

Le tourisme

La France est toujours en tête des destinations touristiques mondiales et accueille chaque année près de 75 millions de touristes.

Les services

Au Québec, le secteur des services a connu un développement remarquable ces trente dernières années, notamment dans le domaine des services aux

entreprises (surtout en informatique), des services financiers, des services aux consommateurs (restauration, divertissements et loisirs, soins personnels et de santé) et des services publics.

Le Québec est...

1^{er} en Amérique du Nord dans le domaine de l'imprimerie

Les services aux entreprises comprennent l'ensemble des activités de la construction, de la distribution, de la production et de l'impartition (externalisation de services). Le domaine des finances est une référence pour ses cabinets de comptables et d'avocats. Par ailleurs, c'est dans la sphère des soins de santé que l'on retrouve le plus grand nombre de PME.

Aujourd'hui, le secteur tertiaire contribue à 71 % du PIB du Québec et aux trois quart des emplois. En effet, la part des emplois dans ce secteur est passée de 56,9 % en 1966 à 75 % en 2005. La croissance de l'emploi total est essentiellement attribuable au secteur des services. La situation géographique

du Québec a aussi engendré la création et le développement d'une industrie de transport et de distribution importante sur le continent nord-américain. L'ALENA a notamment permis de développer le trafic de marchandises entre le nord et le sud, qui se faisait historiquement plutôt entre l'est et l'ouest.

Le secteur des banques et assurances est très dynamique. Le Québec accueille 9 des 11 banques à charte canadienne ainsi que 13 banques étrangères.

Le secteur de la presse est marqué par de forts mouvements de concentration (*Gesca / Power Corporation du Canada* et *Quebecor*). Le mouvement de concentration s'est aussi étendu au domaine de l'imprimerie, secteur dominé par un duopole : *Quebecor World* et *Les Imprimeries Transcontinentales*.

Situé au 2^e rang canadien en 2001, le génie-conseil québécois est très étendu et diversifié. L'ensemble de ces firmes offrent 36 types de services dans 248 domaines de spécialisation et dans 16 grands secteurs de l'économie. Le génie-conseil a fait sa marque tant au Québec qu'à l'étranger dans les spécialités reliées aux ressources naturelles (forêts, mines, pâtes et papiers et alumineries) ainsi qu'à l'hydroélectricité

••• Hachette Filipacchi Médias

Hachette Filipacchi Médias, filiale du groupe *Lagardère*, est le premier éditeur de presse magazine au monde avec 262 titres publiés dans 39 pays, représentant plus de 1 milliard d'exemplaires et plus de 130 000 pages de publicité vendues. *Hachette Filipacchi Médias* enregistre un chiffre d'affaires de 2,2 milliards d'euros, dont plus de la moitié à l'international (53 %).

Plus de renseignements : www.hachette-filipacchi.com

(production et transport). Le génie-conseil québécois est reconnu à travers le monde grâce à une trentaine de firmes présentes sur les marchés internationaux dont *SNC-Lavalin*, *Tecsult*, *Dessau-Soprin*, *Génivar*, *BPR*, *HBA* et *CIMA* +.

En France, les services représentent près de 75 % du PIB et 70 % des emplois. Le secteur est porté par les banques et les assurances, ainsi que par les services aux entreprises.

La France occupe une place dominante dans la circulation internationale des capitaux « invisibles » (flux financiers) et de services, et les activités bancaires représentent 4 % du PIB.

Le secteur bancaire a connu de grands bouleversements depuis 1986 avec la privatisation de grands groupes (*BNP*, *Société Générale*, *CCF*, *Paribas* et *Le Crédit Lyonnais*). Par la suite, le secteur s'est transformé : internationalisation des activités, libre circulation des capitaux au sein de l'Union européenne et concentrations (*BNP* et *Paribas*, *Le Crédit Lyonnais* et le *Crédit Agricole*, *CIC* et le *Crédit Mutuel*). Les assurances

sont aussi un domaine majeur en France avec des compagnies comme *CNP*, *AGF* ou *AXA* qui est la 2^e société d'assurance européenne.

Le secteur de la distribution est dominé par les grandes surfaces aux mains de quelques grands groupes tels que *Carrefour*, *Auchan*, *Promodès*, *Pinault-Printemps-Redoute* ou les *Centres Leclerc*. Avec 1 120 hypermarchés et 7 600 supermarchés, la France est l'un des pays du monde où le grand commerce est le plus développé, il représente 60 % des produits alimentaires distribués et 30 % des produits non alimentaires.

La France est...

- 2^e puissance de services au monde
- 4^e rang mondial dans le domaine des assurances
- 7^e rang mondial des échanges boursiers (Bourse de Paris)

Forts de leur succès, les grands groupes français de distribution diversifient leur offre vers d'autres secteurs. En outre,

••• Le Mouvement Desjardins

Le *Mouvement Desjardins* est une fédération de coopératives d'épargne et de crédit. Symbole du dynamisme du secteur financier, le *Mouvement Desjardins* dispose d'un actif de 94 milliards de \$ (caisses populaires et assurances réunies) et se place comme la plus importante institution financière entièrement québécoise. Ailleurs au Canada, *Desjardins* participe au renforcement du mouvement coopératif en Ontario, en Acadie, au Manitoba. Le mouvement est présent en Floride, aux États-Unis, et se distingue sur la scène mondiale par son engagement en matière de coopération internationale dans une vingtaine de pays, comme à Haïti où des travaux sont faits pour mettre en œuvre un système d'épargne de type coopératif.

la stratégie d'internationalisation de leurs activités se traduit par de nombreux partenariats et implantations à l'étranger.

Le secteur de l'édition et de la presse est également bien développé. *Hachette Filipacchi Presse (Lagardère)* domine le secteur avec près de 2,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2002, soit presque 2 fois celui de son concurrent, *Socpress*. Viennent ensuite les éditions *Philippe Amaury, Prisma Presse*, le groupe *Le Monde, Emap Presse, Bayard Presse, Ouest France* et le groupe *Sud Ouest*.

La recherche et développement (R&D)

Le Québec fait figure de meneur dans les domaines de la biotechnologie, des neurosciences et de la recherche contractuelle. Il est aussi le fer de lance de la génomique canadienne. La politique industrielle du Québec est soutenue par une volonté d'accroître progressivement les investissements en recherche et développement afin de faire émerger des industries innovantes. Le Québec s'est d'ailleurs fixé comme objectif de consacrer 3 % de son PIB à la R&D d'ici 2010.

Les mesures favorables à la R&D sont parmi les raisons principales qui font du Québec un lieu attrayant pour l'implantation d'entreprises. Au-delà du fait de se maintenir parmi le peloton de tête des pays performants en R&D, le Québec veut faire passer la part des entreprises dans le financement de la R&D de 60 % en 2002 à plus de 66 % en 2010, soit de 3,9 milliards de dollars à 6,6 milliards de dollars. Le gouvernement québécois compte atteindre cette cible grâce à la création du *Conseil des partenaires de l'Innovation*, dont le rôle consultatif portera sur la politique provinciale de la science et de l'innovation. Ce conseil regroupera des représentants du milieu de la recherche publique, des associations concernées et des experts de l'industrie.



Les chercheurs sont à l'origine des grandes découvertes de la science.

••• Sciences et Citoyens

L'*Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ)* est le partenaire privilégié des rencontres CNRS « Sciences et Citoyens ». Chaque année, plus de 450 jeunes européens de 18 à 25 ans, étudiants ou engagés dans la vie active, et une centaine de chercheurs de toutes disciplines se réunissent afin de jeter un regard critique sur les domaines touchant les grands problèmes de notre temps : l'avenir de l'eau, les nanotechnologies, l'éthique dans les sciences humaines, etc.

Plus de renseignements, *Centre national de la recherche scientifique*, espace jeunes : www2.cnrs.fr/jeunes



La recherche est encouragée en France et au Québec.

L'Union européenne s'est fixé comme objectif de consacrer 3 % de son PIB pour les dépenses en R&D lors du Sommet de Barcelone en 2002. La France, qui a contribué à de grandes découvertes mondiales (identification du virus VIH du sida en 1983, fécondation artificielle, etc.), se tourne aujourd'hui vers la recherche

fondamentale, la thérapie génétique, la cancérologie et les nanotechnologies. La France se place également parmi les leaders de la recherche mathématique avec un quart des médailles *Fields* (équivalent du prix *Nobel*). Enfin, elle accueille le *Centre européen de recherche nucléaire* (CERN) ainsi que les installations du projet ITER, projet international visant à reproduire la puissance énergétique des étoiles.

Le rôle des PME et de l'entrepreneuriat

Les PME sont des acteurs essentiels à la performance économique des deux pays. Au Québec comme en France, elles représentent plus de 90 % des entreprises (on compte plus de 2,3 millions de PME en France) et pèsent pour 45 % de l'emploi au Québec et 65 % de l'emploi en France.

Les gouvernements mènent des actions volontaristes pour favoriser la création d'entreprises.

••• ITER

L'*International Thermonuclear Experimental Reactor* (ITER), première installation expérimentale conçue grâce à une collaboration scientifique à l'échelle planétaire, vise à développer une nouvelle forme d'énergie grâce à la fusion atomique. Ce projet est né en 1986 sous l'égide de l'*Agence internationale de l'énergie atomique* (AIEA) et de 6 partenaires : les États-Unis, le Japon, la Russie, l'Europe, le Canada et la Chine.

« L'objectif du projet ITER est de démontrer la possibilité scientifique et technologique de la production d'énergie par la fusion des atomes [...]. À côté de l'énergie de fission, l'énergie de fusion représente l'espoir d'avoir une source d'énergie propre et abondante au cours du XXI^e siècle. À l'heure où la raréfaction des énergies fossiles est prévue d'ici 50 ans, il est d'une importance vitale d'explorer le potentiel de toutes les autres sources d'énergie. » *Extrait du site gouvernemental ITER.*

C'est la France qui accueillera sur son sol, à Cadarache dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les installations du projet ITER. La phase de construction devrait durer environ 10 ans. Les premiers plasmas d'ITER seraient donc envisageables à partir de 2015.

Plus de renseignements : www.iter.gouv.fr

Le Québec s'est fixé pour objectif de porter le rythme de création nette à mille entreprises par an d'ici 2010. La France affiche, depuis l'annonce de l'objectif d'un million de créations d'entreprises en 5 ans par le président Chirac en 2002, un rythme de 200 000 à 250 000 créations par an. La promotion des valeurs entrepreneuriales auprès des jeunes est une priorité défendue depuis 2003 par le Premier ministre Jean Charest, avec la mise en place du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse. En France, cet objectif est poursuivi dans le *Protocole d'accord pour développer l'esprit d'entreprendre*.

Avec le vieillissement de nos sociétés, le Québec et la France sont confrontés à la question de la transmission d'entreprise. En France, environ 700 000 entreprises dirigées par des personnes de plus de 50 ans seraient à reprendre d'ici 10 ans. Au Québec, c'est

plus de la moitié des entreprises qui devront trouver repereur d'ici 10 ans.

Le commerce extérieur

Le commerce québécois

La taille restreinte du marché domestique oblige la production québécoise à s'orienter vers l'extérieur.

Aujourd'hui, les exportations représentent 34 % du PIB du Québec, et jusqu'à 53 % lorsqu'on inclut les exportations vers les autres provinces du Canada en 2004.

Les États-Unis sont le premier client du Québec avec une part de 81,7 % des exportations internationales de biens et de services du Québec en 2004. L'Union européenne est le 2^e partenaire économique du Québec avec 8,9 % des exportations (principale-

••• *Le CJD et le RJGAQ vers une coopération franco-québécoise*

Le *Centre des jeunes dirigeants* (CJD) est né en 1938. Ce mouvement patronal rassemble près de 2 500 chefs d'entreprise et de cadres dirigeants et a pour objectif d'accompagner dans sa mission tout jeune dirigeant soucieux d'améliorer sa performance et celle de son entreprise et d'assurer la formation des dirigeants de demain. Le CJD est animé par la conviction que l'économie doit être au service de l'homme et que la finalité de l'entreprise est indissociable de sa finalité sociale et humaine.

Le *Regroupement des Jeunes Gens d'Affaires du Québec* (RJGAQ) est une organisation qui rassemble près de 4 000 membres, répartis au sein de 12 000 chambres de commerce, ou organisations similaires provenant des quatre coins du Québec. À ce titre, il se veut le porte-parole de jeunes entrepreneurs, gens d'affaires, professionnels et travailleurs autonomes qui sont les décideurs de demain.

L'*Office franco-québécois pour la jeunesse* (OFQJ) et le CJD ont créé le *Prix de la performance globale CJD/OFQJ*. Ce prix est décerné à de jeunes français ou québécois qui analysent la performance globale d'une entreprise selon des critères définis par le CJD. Le CJD et le RJGAQ ont conclu, le 4 novembre 2005, un accord de partenariat en collaboration avec l'OFQJ.

En savoir plus...

L'OFQJ et l'entrepreneuriat jeunesse

L'Office franco-qubécois pour la jeunesse (OFQJ) offre la possibilité aux jeunes entrepreneurs de s'inscrire dans son programme « Synergie entreprise », axé sur la sensibilisation aux valeurs entrepreneuriales dans l'enseignement, la formation et le soutien aux jeunes entrepreneurs ou porteurs d'un projet de création d'entreprise. Le premier axe s'insère dans le volet international du programme *Défi de l'entrepreneuriat jeunesse* et est soutenu par le Secrétariat à la jeunesse du gouvernement du Québec. Le second bénéficie d'un partenariat avec le secteur privé.

Ainsi, les jeunes entrepreneurs peuvent être soutenus par l'OFQJ pour participer à des formations (colloques, universités d'été, etc.), des événements (salons, congrès, etc.), à des missions commerciales, à des stages professionnels ou à l'étude de marchés outre-Atlantique. L'OFQJ remet également chaque année des récompenses lors du *Concours québécois en entrepreneuriat* et de son vis-à-vis, le *concours Talents*.

À la découverte du commerce international

Chaque année, l'Office franco-qubécois pour la jeunesse (OFQJ) soutient une délégation d'étudiants d'HEC Montréal qui vont effectuer des missions commerciales en France au bénéfice d'entreprises québécoises. Cette opération permet aux PME d'explorer les possibilités commerciales outre-Atlantique. Les études de marché produites par les étudiants ouvrent ensuite la voie à des démarches plus poussées visant le déploiement de ces entreprises en France. En retour, HEC Montréal accueille annuellement des étudiants de Sciences Po Paris afin de participer à SimOMC, une simulation de négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce projet, lui aussi soutenu par l'OFQJ, permet de favoriser les échanges entre les deux grandes écoles et de confronter les étudiants à la réalité du commerce international.

Les jeunes entrepreneurs à l'école

Fidèle partenaire de l'École d'été internationale des jeunes entrepreneurs à Sherbrooke (Québec), l'Office franco-qubécois pour la jeunesse s'est également associé à la création d'une déclinaison française : l'École d'été internationale des jeunes entrepreneurs (ÉÉIJE), organisée avec Advancia, l'école de l'entrepreneuriat de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP). Désormais, une trentaine de jeunes francophones participent en alternance en France et au Québec à des formations pratiques en création d'entreprise, dans le but de promouvoir l'entrepreneuriat, de développer des échanges de savoir-faire entre la France et le Québec et de renforcer les maillages bilatéraux.

Plus de renseignements :

www.ofqj.org (pour les Français) et www.ofqj.gouv.qc.ca (pour les Québécois).

HEC Montréal : www.hec.ca et Science Po Paris : www.sciences-po.fr

École d'été internationale des jeunes entrepreneurs à Sherbrooke : www.eeije.com

École internationale d'été des jeunes entrepreneurs à Advancia : www.advancia.fr

ment le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne).

Autrefois essentiellement liées au secteur traditionnel des ressources naturelles, les exportations québécoises touchent aujourd'hui davantage les produits de haute technologie. En 2004, ils constituaient le quart des exportations internationales de biens.

Le Québec exporte également du bois, de l'aluminium, du papier journal et des aéronefs. En contrepartie, le Québec importe essentiellement du matériel de transport, de l'équipement de communication, des produits minéraux de base ainsi que des produits chimiques et textiles.

peuvent) et se place au 2^e rang mondial dans le domaine des services et de l'agriculture. Les exportations représentent un quart de son PIB. L'aéronautique, le secteur automobile et l'industrie pharmaceutique représentent une grande part des exportations. La France importe principalement des produits industriels, des biens intermédiaires (produits chimiques, composants électroniques) et de l'énergie.

La France réalise 70 % de ses échanges avec l'Union européenne (50 % avec la zone euro). Ses six premiers partenaires commerciaux sont : l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Italie la Belgique et les États-Unis. La Chine est le 7^e fournisseur de la France et son dixième client en 2004.

Le commerce français

Aujourd'hui, la France est le 4^e exportateur de biens (principalement les biens d'équi-

Le commerce franco-québécois

La France est, en 2004, le 4^e partenaire

• • • *Lise Watier cosmétiques Inc.*

Bien que l'industrie de la mode et des cosmétiques ne soit pas parmi les secteurs les plus importants au Québec, il arrive que des entreprises bien implantées sur le marché local percent à l'étranger. Tel est le cas de *Lise Watier cosmétiques Inc.*, dont les produits se reconnaissent sur les comptoirs beauté de chaînes commerciales françaises.

Créé en 1972, *Lise Watier* est une entreprise québécoise spécialisée dans la production de cosmétiques. Ses produits haut de gamme sont distribués partout au Canada, aux États-Unis et en Europe. Elle met en marché 350 produits et gère deux instituts de beauté. Les produits *Lise Watier* sont vendus par des détaillants de renom, tels que les *Galleries Lafayette* ou *Le Bon Marché* (en France), la chaîne *Sephora* ou encore *Naimie's* de Los Angeles (États-Unis). Les produits connaissent un véritable succès en Angleterre, au Portugal, au Luxembourg, au Mexique et au Japon. Depuis 2001, *Watier Europe* siège sur la prestigieuse avenue Montaigne à Paris et gère toutes les activités de ventes et marketing pour le continent européen.

Plus de renseignements : www.lisewatier.com

commercial du Québec après les États-Unis et le Royaume-Uni, 6^e pays d'origine des importations québécoises et 4^e destinataire des exportations québécoises. L'importance du commerce interprovincial canadien et l'ampleur des flux commerciaux avec les États-Unis forcent à placer les échanges franco-québécois dans une plus juste perspective : si l'on tient compte des exportations interprovinciales et internationales, on peut estimer que moins de 2 % des exportations totales du Québec gagnent la France et que 5 % de ses importations totales en proviennent. Les échanges se font principalement dans deux secteurs d'avenir à haute valeur ajoutée comme l'aéronautique et les technologies.

La faiblesse des flux commerciaux entre la France et le Québec ne doit cependant pas faire oublier l'importance stratégique de la France comme partenaire économique du Québec.

En effet, le Québec et la France ont une relation bilatérale dynamique qui

repose davantage sur les implantations d'entreprises que sur les flux d'exportations. Outre le commerce et les investissements, cette collaboration se concrétise par des alliances stratégiques, des échanges technologiques et des accords de coopération sectorielle. Situés de part et d'autre de l'Atlantique, ces deux partenaires commerciaux se voient offrir un accès réciproque à deux des marchés les plus importants au monde (Amérique du Nord et Europe).

Le Québec est le premier point d'ancrage des entreprises françaises au Canada. Plus de 50 % des filiales d'entreprises françaises y sont implantées et elles emploient plus de 15 000 personnes au Québec.

D'autre part, la relation franco-québécoise est marquée par un lien politique fort. La coopération institutionnelle y est renforcée avec la mise en place de programmes communs : l'organisation de rencontres technologiques annuelles, le Groupe franco-québécois de

••• *La Fondation de l'entrepreneurship*

La *Fondation de l'entrepreneurship* figure parmi les acteurs importants du tissu économique québécois. Depuis plus de 23 ans, sa mission vise à promouvoir la culture entrepreneuriale comme moyen privilégié d'assurer le développement économique et social du Québec. Pour ce faire, la Fondation s'associe aux acteurs socio-économiques qui poursuivent des objectifs similaires, élabore des stratégies et conçoit des programmes et des outils adaptés aux publics cibles. Parmi ses ressources documentaires, la collection *Entreprendre des Éditions de la Fondation* est reconnue comme la plus importante collection spécialisée dans le démarrage et la gestion de PME dans la francophonie mondiale. Soucieuse d'outiller les jeunes leaders et d'assurer une relève entrepreneuriale, la Fondation met à leur disposition son réseau de mentorat soutenu par des organismes comme les *Centres d'aide aux entreprises*, les *Centres locaux de développement*, les *Chambres de commerce*, les *Sociétés d'aide au développement des collectivités* (SADC), etc.

Plus de renseignements : www.entrepreneurship.ca

coopération économique, ou encore le programme UbiFrance/Québec. Celui-ci résulte d'une entente franco-québécoise de coopération industrielle administrée conjointement par le ministère du Développement économique, de

l'Innovation et de l'Exportation, pour le Québec, et UBIFRANCE pour la France. Il vise à favoriser la négociation et la conclusion d'accords de partenariat entre petites et moyennes entreprises françaises et québécoises.

••• *L'Organisation mondiale du commerce*

La France et le Québec sont tous deux membres de l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC). L'OMC est la seule organisation internationale à régler le commerce entre les pays. Au cœur de l'organisation se trouvent les accords de l'OMC, négociés et signés par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs Parlements. L'OMC est actuellement dirigée par le Français Pascal Lamy, ancien responsable des négociations commerciales de l'Union européenne et ancien participant aux programmes de l'OFQJ.

Plus de renseignements : www.omc.com

